



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARRETE/2023/n°293 /6.1

OBJET : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT DES CAMPING-CARS ET DES VEHICULES AMENAGES

LE MAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 2212-1 et L. 2213-2 à L. 2213-5,
Vu le Code de justice administrative, notamment les articles R421-1 à R421-7,
Vu le Code de la Route, notamment les articles R 410-25, R 411-8, R 417-6, R 417-9 et R 417-10
Vu le Code Pénal, notamment l'article R.610-5
Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles R 411-47 et R 411-48
Vu le code de la santé publique, notamment l'article L.1311-1,
Vu le règlement sanitaire départemental, et notamment le titre relatif à l'élimination des déchets et aux mesures de salubrité générale

Considérant qu'en raison de l'augmentation croissante du nombre de véhicules de type autocaravane, camping-car, camion et camionnette servant d'hébergement sur la commune, que des difficultés de stationnement générées sont en progression constante, notamment à proximité des lieux touristiques et d'habitations ainsi que les nuisances en matière d'hygiène, de salubrité et de tranquillité

Considérant que le stationnement prolongé des véhicules assurant, ou non, une fonction d'hébergement sur les parkings ou sur la voirie peut être observé comme étant une utilisation abusive de la voie publique et qu'il convient, dès lors de réglementer le stationnement ou l'arrêt de ces véhicules sur les chaussées, accotements, parkings ou autres dépendances des voies publiques ou privées ouverte à la circulation

Considérant que le gabarit de certains véhicules et notamment les camping-cars, camions et camionnettes aménagés est de nature à obstruer les voies et rendre difficile l'accès aux véhicules d'entretien et de nettoyage, compte tenu de l'étroitesse de certaines voies publiques

Considérant que le gabarit de certains véhicules et notamment les camping-cars, camions et camionnettes aménagés ne permet pas le stationnement régulier sur les places de stationnement matérialisées

Considérant qu'il dépend des pouvoirs de police du Maire d'assurer la protection des espaces naturels, des paysages ou des sites ou leur mise en valeur à des fins esthétique, écologiques ou touristiques

Hôtel de Ville - Place St Louis
30220 AIGUES MORTES
Tel. 04.66.73.90.90.
Fax : 04.66.53.86.09
www.ville-aigues-mortes.fr

Considérant que les dispositions à prendre doivent soumettre à un régime identique les stationnements de même nature et de même durée, mais que le principe de l'égalité des citoyens devant la loi ne fait pas obstacle à des différenciations spécifiques et motivées entre les diverses catégories d'usagers et de voies

Considérant la mise à disposition par la commune d'une aire de stationnement pour les véhicules de type autocaravane, camping-car, camion et camionnette aménagée servant d'hébergement

Considérant qu'il y a lieu d'apporter des dispositions particulières sur les modalités de stationnement de ce type de véhicule

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté annule et remplace tous les arrêtés municipaux antérieurs relatifs à la réglementation du stationnement des autocaravanes, camping-cars, camion et camionnettes aménagés.

ARTICLE 2 : Sont concernés par le présent arrêté, tous les véhicules définis comme autocaravane, camping-car, camion et camionnette spécialement aménagés et utilisés à des fins d'hébergement. Ces véhicules utilisés à des fins de loisirs sont accueillis sur la commune selon les dispositions qui suivent

ARTICLE 3 : Le stationnement des véhicules mentionnés à l'article 2, en mode hébergement, est uniquement autorisé sur l'aire prévue à cet effet, sur le parking P4 sis boulevard Diderot. Leur stationnement en mode hébergement est strictement interdit sur le reste de la commune.

ARTICLE 4 : Les utilisateurs des véhicules concernés qui séjournent sur la commune sont tenus d'effectuer leurs opérations techniques, liées à l'autonomie et à la propreté, uniquement sur l'aire de vidange implantée sur le parking P4 sis boulevard Diderot.

ARTICLE 5 : Le stationnement des véhicules, sans hébergement, est autorisé sur la commune de 08 heures à 20 heures, pour les véhicules précités, sur le parking implanté rue de la pinède derrière les terrains de tennis.
Le stationnement de ces véhicules ne doit en aucun cas être gênant pour le stationnement et la circulations des autres usagers.

ARTICLE 6 : Une zone de stationnement sans hébergement est réservée aux véhicules cités à l'article 2, de 08 heures à 20 heures dans la zone composée de trois places à l'endroit suivant :
Avenue de la Mont-Joye, sur le parking se trouvant face au numéro 156 de cette avenue.

ARTICLE 7 : Le stationnement des véhicules hors zone dédiée à l'hébergement doit se limiter au seul contact des quatre (ou plus) pneumatiques avec le sol.
Toute forme d'appropriation temporaire du domaine public autour du véhicule et strictement interdite. Il est notamment interdit d'étaler à la vue, des équipements annexés, tels que les auvents, les marchepieds, le linge et mobiliers divers.

ARTICLE 8 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté feront l'objet d'une verbalisation en application des articles visés dans les vus et considérants, par les agents de Police, de Gendarmerie et les Agents Municipaux assermentés à cet effet.

ARTICLE 9 : Les services techniques de la ville se chargeront de mettre en place la signalisation concernant la réglementation du stationnement des camping-cars et des véhicules aménagés.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – www.telerecours.fr) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

ARTICLE 11 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité, Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Gendarmerie du Grau du Roi, Madame la Commandante de la Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de commenter et de faire respecter le présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes, le 24 mai 2023

Le Maire,
Pierre MAUMEJEAN



